

Communiqué du POID 35:

DES RESPONSABLES SYNDICAUX FRAPPES PAR LA POLICE

La manifestation syndicale appelée par la CGT, FO, SUD et la FSU à Rennes été bloquée, à plusieurs reprises, par des agressions policières sur le parcours dûment enregistré par la préfecture. Les militants, responsables syndicaux ont été frappés gratuitement. En résumé la police a cherché à bloquer par la violence une manifestation sur le parcours qu'elle avait autorisé. C'est grave et inédit. Depuis des mois, avec le concours de la maire de Rennes, Mme APPERE, les entraves au droit de manifester se multiplient et avec elles la répression, les brutalités policières et les condamnations en particulier prononcées contre les jeunes manifestants.

Ces attaques sans précédents sont à relier avec la politique liberticide du gouvernement. Petit à petit les libertés démocratiques sont rognées depuis la liberté de la presse (loi sur les fakes news) jusqu'au droit d'asile en passant pour l'incorporation des dispositions du droit d'urgence dans le droit commun.

Le droit des salariés à s'organiser, à revendiquer, à défendre leurs intérêts particuliers avec les syndicats qu'ils ont constitués est en cause.

Les organisations syndicales sont sommées de se concerter avec le gouvernement pour co écrire les attaques contre les droits acquis, comme sur la retraite en ce moment. De plus en plus cette sommation devient une menace ouverte.

Dans la dernière période, une répression anti ouvrière sans précédent s'est développée à la SNCF, Enedis, Grdf, mais aussi dans la construction..... contre les grévistes et les syndicalistes.

La répression anti syndicale survenue à l'occasion de la manifestation du 9 à Rennes, précédée de l'envahissement de l'Université de Rennes 2, bafouant la franchise universitaire, doit alerter toutes les organisations ouvrières et démocratiques.

Le POID est disponible pour toute initiative, dans l'unité, en défense du droit de réunion et du droit de manifestation